

Unité Inter-départementale Anjou Maine
Pôle carrières-Matériaux
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 02 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU

54 avenue de l'Atlantique
53000 LAVAL

Références : 2022-145_INSP_RAP_JLC_PIGEON GRANULATS L-A-Grande Lande – La Flèche.publiable
Code AIOT : 0006309501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU implanté Les Grandes Landes 72200 LA FLECHE. L'inspection a été annoncée le 26/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU
- Les Grandes Landes 72200 LA FLECHE
- Code AIOT : 0006309501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
-

C'est une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers sur le territoire de la commune de LA FLECHE au lieu-dit « Les Grandes Landes ».

La superficie totale de la carrière est de 383 680 m² dont 328 000 m² d'extraction.

La quantité maximale de matériaux extraits autorisée par an est de 150 000 tonnes. La quantité moyenne de matériaux extraits autorisée par an est de 120 000 tonnes.

Les matériaux extraits sont dirigés vers la carrière voisine exploitée par la société Lafarge Granulats pour y être traités.

L'exploitation de la carrière ne peut débuter qu'à la condition que l'activité extractive de la carrière voisine Lafarge Granulats soit achevée ou interrompue. Il n'y a pas deux exploitations simultanément.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Travaux préliminaires à l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.4.1	/	Sans objet
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Projet de modification	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux préliminaires à l'exploitation de la carrière. Il a indiqué que le transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière Lafarge Granulats à son profit va lui permettre de débiter l'exploitation en fin d'année 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Début d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière ne pourra débiter qu'à la condition que l'activité extractive de la carrière de la Louverie soit achevée ou interrompue. Conformément au dossier de demande d'autorisation, il n'y aura pas deux exploitations simultanément.
Constats : L'exploitant a réalisé les travaux préliminaires à l'exploitation de la carrière. Il prévoit le début de l'extraction fin 2022. Il faut noter qu'il devient l'exploitant de la carrière voisine : La demande de transfert de l'autorisation d'exploiter à son profit est en cours d'instruction. Il a indiqué à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection qu'il ne réaliserait pas d'extraction sur la carrière (Lafarge) en fin de vie. Il envisage d'utiliser uniquement les installations de traitement de matériaux et de stockage présents.
Observations : Néant

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.</p> <p>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de quinze années à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation.</p> <p>L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'installation n'a pas été mise en service dans le délai imparti de trois ans du fait que l'exploitation voisine était en fonctionnement.</p> <p>L'exploitant prévoit de solliciter auprès de Monsieur le préfet une prolongation de ce délai de trois ans. Il prévoit également une demande de prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter accordée pour une durée de quinze années afin d'optimiser l'extraction du gisement présent.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la modification des conditions d'exploiter doit faire l'objet d'une demande à Monsieur le préfet avec tous les éléments d'appréciation des modifications apportées.</p>
Observations : Néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Projet de modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il envisage de transférer les matériaux extraits vers la carrière voisine pour leur traitement par convoyeur. Il estime cette solution plus économe et plus écologique.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que tout projet de modification apporté à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance de Monsieur le préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 2.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Travaux préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">• son identité ;• la référence de l'autorisation ;• l'objet des travaux ;• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau situé à l'entrée du site indique l'identité de l'ancien exploitant (Société des Carrières de Seiches).
Observations : L'exploitant doit clairement indiquer son identité dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet